



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

sidérurgie

Question au Gouvernement n° 3838

Texte de la question

SITUATION DES SITES DE FLORANGE ET GANDRANGE

M. le président. La parole est à Mme Anne Grommerch, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

Mme Anne Grommerch. Monsieur le ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique, vous vous êtes rendu la semaine dernière à Yutz, en Moselle, où vous avez pu visiter le centre de formation aux métiers de l'industrie et de la métallurgie, le CEFASIM, et souligner l'importance de l'apprentissage pour la compétitivité de notre industrie.

Vous avez par ailleurs rencontré les syndicats du site ArcelorMittal de Florange et vous avez à nouveau évoqué les engagements pris par ArcelorMittal et l'État français pour ce qui concerne le site de Gandrange.

S'agissant de ces deux sites du groupe ArcelorMittal, l'engagement du Président de la République et du Gouvernement est fort et n'a jamais failli, et la visite aujourd'hui de François Hollande et Martine Aubry à Gandrange paraît bien tardive aux yeux de tous les salariés de la sidérurgie lorraine. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Hollande a attendu d'être en campagne pour se préoccuper de la situation de la sidérurgie lorraine, oubliant au passage les promesses non tenues de François Mitterrand à la Lorraine et à sa sidérurgie ! (*Protestations sur les bancs du groupe SRC.*) Permettez-moi de vous rappeler ses propos à Longwy, en octobre 1981 : "Aucun poste de travail ne peut être supprimé dans la sidérurgie sans qu'un autre n'ait été créé auparavant dans un autre secteur". Pourtant, des milliers d'emplois ont disparu en Lorraine. Comment osez-vous nous parler d'abandon et d'échec, Monsieur Dussopt ?

Monsieur le ministre, vous qui vous impliquez beaucoup dans ces dossiers, notamment pour ce qui est du plan de revitalisation de Gandrange et du projet ULCOS à Florange, pouvez-vous nous rappeler les engagements pris par ArcelorMittal sur ces deux sites ainsi que l'action engagée par le Gouvernement pour défendre l'industrie lorraine et tous ses salariés ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Éric Besson, ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique.

M. Éric Besson, *ministre chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique*. Madame la députée, je me suis exprimé il y a un instant sur les engagements pris par ArcelorMittal pour les sites industriels de Moselle : je le répète, ils ont tous été tenus.

M. Michel Lefait. Et que faites-vous de Gandrange ?

M. Éric Besson, *ministre*. Vous le savez bien, vous qui êtes très impliquée dans ce dossier et qui m'avez accompagné jeudi dernier lors de la visite du centre d'apprentissage de Yutz, en Moselle, centre de formation exemplaire financé pour partie par ArcelorMittal, par lequel 700 jeunes passent chaque année.

Votre question me permet de rappeler l'ensemble des efforts faits par le Gouvernement pour aider la sidérurgie lorraine.

D'abord, nous intervenons conjoncturellement lorsqu'il y a une difficulté sur un haut fourneau. À Florange, par exemple, ce sont l'État et l'UNEDIC qui financent le chômage partiel que vient d'évoquer Xavier Bertrand : les salariés peuvent conserver intégralement leur salaire dans cette période intermédiaire.

Surtout, nous intervenons positivement pour renforcer la compétitivité de notre industrie sidérurgique.

J'ai déjà parlé du projet ULCOS pour lequel nous nous mobilisons. Je suis allé voir à Bruxelles les trois commissaires européens en charge de ce dossier.

Je pense encore au projet d'institut de recherche technologique sur les matériaux, intitulé " M2P ", qui porte sur les matériaux, la métallurgie et les procédés. Avec cet institut basé à Metz, la France disposera d'un centre de recherche et développement de taille mondiale, comptant plus de 300 chercheurs.

Je pense enfin à l'ensemble de la politique industrielle que nous avons menée depuis 2007. Les industriels de la sidérurgie bénéficient ainsi pleinement de la suppression de la taxe professionnelle, avec 2 milliards d'euros économisés chaque année, ainsi que du renforcement du crédit impôt recherche, comme ils ont eu l'occasion de nous le dire l'autre jour.

Le Gouvernement se mobilise ainsi pour l'avenir de la sidérurgie. François Hollande et Martine Aubry pourront le constater par eux-mêmes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [Mme Anne Grommerch](#)

Circonscription : Moselle (9^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3838

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie, énergie et économie numérique

Ministère attributaire : Industrie, énergie et économie numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 18 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 18 janvier 2012